



## **8 mars : journée internationale de lutte des femmes de la classe travailleuse**

### **Hier, comme aujourd'hui, rien ne sera gagné sans combattre !**

Aujourd'hui, l'égalité entre les sexes est un mantra répété par les politiciens, mais derrière ces discours creux, la réalité des travailleuses ne cesse de se dégrader. Derrière les annonces de façade, le capitalisme poursuit son œuvre destructrice, précarisant toujours plus les femmes dans le monde du travail et renforçant l'oppression patriarcale.

Pendant ce temps, les droits sociaux et économiques sont systématiquement attaqués : le travail à temps partiel imposé, la fragmentation des horaires et des lieux de travail, la précarisation des emplois et des salaires, l'inégalité salariale persistante. La constitutionnalisation du droit à l'IVG ne s'accompagne d'aucune garantie concrète pour son accessibilité réelle, en particulier pour les femmes précaires. Toutes ces attaques néolibérales contre le bien-être collectif et les droits sociaux ont un impact particulièrement grave sur les femmes. Ce qui nous conduit aujourd'hui à ce que l'on peut appeler "la féminisation de la pauvreté".

Dans cette société en crise, l'oppression des femmes s'intensifie. Le patriarcat et le capitalisme avancent main dans la main, enfermant les femmes dans un double rôle d'exécutantes sous-payées et de travailleuses domestiques non rémunérées. L'Insee l'illustre parfaitement dans un rapport de février 2023 : « *Sur le terrain des tâches domestiques, l'homme est sur le banc des remplaçants* ». Ainsi, le capitalisme veille à ce que les femmes restent assignées aux tâches ménagères et à la gestion de la sphère privée, perpétuant une oppression qui sert directement ses intérêts.

La répartition genrée du travail illustre cette subordination. Les métiers les plus précaires et les moins rémunérés sont ceux des femmes : caissières, aides à domicile, AESH, femmes de ménage... Mais la crise du chômage et les politiques anti-chômeurs poussent aujourd'hui des hommes privés d'emploi à intégrer ces secteurs historiquement féminins, créant une mise en concurrence qui affaiblit encore davantage les travailleuses. Le patronat instrumentalise cette opposition entre genres pour diviser la classe ouvrière, renforçant ainsi son emprise et son exploitation.

Dans un contexte de fascisation croissante, certaines travailleuses sont encore plus vulnérables. Les femmes voilées subissent une oppression de genre, de race et de religion, les excluant toujours plus de l'espace public et du monde du travail. Après l'exclusion des jeunes filles des écoles, ce sont maintenant les mères voilées qui sont contraintes de retirer leur voile pour accompagner les sorties scolaires. Une offensive islamophobe qui nourrit le vote FN/RN en fracturant toujours plus la classe ouvrière et en détournant la colère populaire vers des boucs émissaires.

Cette injonction vestimentaire ne s'arrête pas là. Les jeunes filles jugées trop "dénudées" sont également réprimées par un pouvoir bourgeois réactionnaire qui dicte aux femmes comment se vêtir, comment se comporter et quelle place occuper dans la société. L'État capitaliste, dans sa dérive autoritaire, entend contrôler les corps des femmes et leur assigner des rôles bien définis.

Dans cette machine d'exploitation, les travailleuses migrantes, et plus encore celles sans papiers, sont reléguées à une main-d'œuvre surexploitée, corvéable et taillable à merci. Victimes du racisme d'État et de la répression patronale, elles constituent une main-d'œuvre invisible, exploitée par des employeurs fraudeurs du fisc et esclavagistes des temps modernes.

Ce contrôle exercé sur les femmes par le capitalisme prépare le terrain à un retour au modèle réactionnaire du "travail, famille, patrie", ou son équivalent allemand "Kinder, Kirche, Küche" (enfants, église, cuisine). Sous les coups de boutoir du capital et de la réaction, la femme est renvoyée à son rôle de mère et de reproductrice d'une nation prête à militariser sa jeunesse. Ce n'est pas un hasard si Macron tente d'imposer le Service National Universel : il rêve d'une génération docile, préparée à servir les intérêts de la bourgeoisie.

Face à cette menace, **être féministe aujourd'hui, c'est être anti-capitaliste, anti-impérialiste et antifasciste**. Nous, femmes communistes, combattons les stratégies de division et relient les luttes féministes à la lutte de classe plus large. L'éradication de l'exploitation de classe est la condition essentielle pour la libération des femmes. Nous faisons toutes et tous partie de la même classe, quel que soit notre genre ou notre race et notre objectif est de forger cette unité. Les femmes, tout comme les personnes issues de l'immigration ne sont pas des variables d'ajustement ! Elles font partie intégrante même du tissu de la classe ouvrière et doivent donc être une composante essentielle du mouvement ouvrier si celui-ci veut progresser. Non à l'enfermement du féminisme dans des impasses sectorielles au profit d'un compromis constant avec le capitalisme et l'impérialisme.

Enfin, comment parler de la lutte féministe sans évoquer les femmes palestiniennes, qui subissent de plein fouet l'oppression coloniale, capitaliste et patriarcale ? Dans un contexte de guerre et d'occupation, elles sont à la fois résistantes et victimes, luttant pour leur survie, leur dignité et leur droit à exister. Le capitalisme impérialiste, qui écrase les peuples sous les bombes et exploite les travailleuses ici et ailleurs, ne pourra être vaincu que par une solidarité internationale des luttes féministes et ouvrières.

Nous, travailleuses, refusons d'être instrumentalisées par un gouvernement qui flirte avec l'extrême droite et qui cherche à diviser le peuple. La fascisation doit être combattue, pour qu'un monde de justice sociale, d'égalité et de paix émerge des ruines d'un capitalisme à bout de souffle. Notre victoire ne sera totale que lorsque la France aura rompu avec son héritage colonialiste et impérialiste, permettant ainsi l'émancipation universelle de toutes et tous.

Le 08 mars 2025

---

L'Union pour la Reconstruction Communiste (URC) est issue de la fusion, en novembre 2024, de l'ANC (Association Nationale des Communistes) et du RC (Rassemblement Communiste).

Pour tout contact : [urc@communistesdefrance.fr](mailto:urc@communistesdefrance.fr) - URC, BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18